

8^e Colloque de la Relève VRM
Saisir, lire et interpréter la ville
INRS-UCS, Montréal
26 et 27 mai 2011

Par Annie-Claude Labrecque et Valérie Vincent

Compte rendu de la séance 1 « Ville et trajectoires résidentielles »

Présidence : Sylvie PARÉ, UQAM

Étudiante commentatrice : Nabila BACHIRI, Université Laval

Catherine GINGRAS, maîtrise, Université de Montréal

Lire la ville : le point de vue d'habitants de communautés fermées à São Paulo

Catherine Gingras s'est intéressée à la place qu'occupe le chez-soi dans la construction d'une identité géographique. En effet, la notion de choix d'habitat est un concept illustrant un choix spatial permanent, choix qui est révélateur de l'identité sociale globale de l'individu acteur. Plus encore, ces choix résidentiels s'appuient et sont influencés par les territorialités, notion conceptuelle qui représente les encrages, les relations et les appartenances d'un individu face à un territoire. Elles font également référence aux représentations et à l'imaginaire d'un territoire.

Les recherches de Catherine se sont basées sur un ensemble d'entrevues semi-dirigées menées auprès d'individus provenant de huit des quatorze communautés fermées de la région d'AlphaVille, quartier au nord-ouest de la métropole brésilienne, São Paulo. D'abord complexe commercial et industriel, AlphaVille est maintenant un centre résidentiel important où vivent 35 000 personnes.

Suite aux entrevues questionnant les choix d'habitat, il ressort des discours que les individus recherchent la sécurité dans les communautés fermées. Il s'agit d'une réaction face aux changements rapides du monde urbain brésilien. Les individus cherchent à revivre un idéal perdu et sécuritaire. Ils veulent également des relations interpersonnelles et une vie de quartier. Il s'agit donc de se distancer des réalités de la grande ville. Cependant, le mode de vie en communauté fermée fait que les pratiques spatiales quotidiennes sont de plus en plus concentrées dans la région immédiate d'AlphaVille. Les individus vont plus rarement au centre-ville, soit à cause des distances, soit à cause de la crainte de la ville. Il en ressort un fort enracinement local, un repli, voire même une fuite.

Pour conclure, les propos recueillis témoignent de la nostalgie de la ville passée et de la perte de repères envers la ville. Ils témoignent également de la méfiance et de l'insécurité grandissante qui empêchent de choisir la ville comme lieu de vie et de résidence. Finalement, la popularité des communautés fermées remet en question l'idée du vivre ensemble, mais surtout questionne la capacité de la ville à promouvoir l'intégration sociale collective.

Alexandra GUAY-CHARRETTE, Maîtrise, INRS-UCS

Les trajectoires résidentielles montréalaises des réfugiés et demandeurs d'asile en provenance d'Afrique subsaharienne

Le travail d'Alexandra Guay-Charette vise à documenter et à mieux comprendre les trajectoires résidentielles et les enjeux liés au logement pour les demandeurs d'asile provenant d'Afrique subsaharienne à Montréal. Plus précisément, elle s'intéresse à l'accès au logement, aux conditions résidentielles, aux perceptions du logement et à la satisfaction par rapport au logement. Les recherches d'Alexandra démontrent que les nouveaux arrivants veulent d'abord se trouver un logement respectant leurs besoins. Ensuite, ils font face aux réalités du marché et du logement à Montréal. Ils doivent entre autres affronter la discrimination, le manque de ressources et le difficile accès au logement. Dans un troisième temps, ils développent des stratégies pour surmonter les obstacles et s'adapter à leur nouvelle réalité. Finalement, ils développent une satisfaction par rapport à leur logement comme un chez soi.

Afin d'étudier et théoriser la satisfaction résidentielle, ce qui est complexe, des entretiens semi-dirigés et des discussions ont été menés auprès de 14 demandeurs d'asile ou réfugiés présents au Canada depuis moins de 5 ans, âgés de plus de 18 ans, provenant d'Afrique subsaharienne, parlant français et résidant dans la RMR de Montréal. Étant donné qu'il est difficile de mesurer et de conceptualiser la satisfaction résidentielle, plusieurs éléments doivent être pris en considération dans les analyses tels que les attentes du ménage par rapport au logement ou la nécessité de revoir à la baisse ces attentes ou encore l'attachement envers le lieu de résidence (impression de chez soi, intimité, création de relations domestiques et sociales). Afin de nuancer les propos et de mieux calculer le niveau de satisfaction face au logement, des informations concernant la résidence antérieure dans le pays d'origine ont également été recueillies.

Pour conclure, Alexandra présente quelques observations générales par rapport à la satisfaction résidentielle chez les nouveaux arrivants demandeurs d'asile. D'abord, la recherche et l'acquisition d'autonomie financière et résidentielle sont un fort facteur influençant le niveau de satisfaction chez tous les individus interrogés. Ensuite, dans tous les cas, il y a une chute de la satisfaction à l'arrivée. Les attentes envers la société d'accueil sont souvent élevées. De plus, l'accès au logement peut être difficile, ce qui nourrit une insécurité. Alexandra a également remarqué que l'âge, le sexe et la culture influencent les trajectoires résidentielles et donc la satisfaction par rapport au logement. Finalement, le statut de l'immigrant influencera également la forme générale de sa trajectoire résidentielle et donc son degré de satisfaction.

Myriam RICHARD, Maîtrise, INRS-UCS

Les dynamiques résidentielles des immigrants récents russophones dans la région montréalaise : l'apport des forums Internet

Depuis les dernières années, le nombre de Russophones venant s'installer à Montréal a augmenté. Communauté symbolique, car non rattachée à des aires commerciales et résidentielles précises, les Russophones sont un groupe d'individus partageant une langue commune et provenant d'un ensemble géographique complexe depuis la chute de l'URSS. Peu d'études portent sur la situation résidentielle des immigrants économiques, bien qu'il y ait une précarisation de la situation résidentielle de ces individus.

Les recherches de madame Richard utilisent divers cadres conceptuels, entre autres celui de l'hétérolocalisme voulant qu'une communauté peut exister sans regroupement significatif et celui du choix résidentiel permettant de considérer la marge de manœuvre des individus. L'accès à l'information et aux technologies tels que les forums Internet permet d'accéder aux discours et aux perceptions des immigrants russophones récents. Trois questions sont au centre des réflexions de Myriam : comment caractériser l'établissement résidentiel des immigrants russophones récents, comment sont-ils répartis dans l'espace montréalais et quelle lecture les internautes russophones montréalais font-ils de l'habitat et des quartiers montréalais? Conséquemment, Myriam a utilisé deux volets méthodologiques, le premier plus quantitatif a permis de tracer un portrait statistique, cartographique et descriptif des individus grâce aux recensements et aux dossiers d'administration des immigrants entre 2001 et 2009. Le deuxième volet est davantage qualitatif et vise l'analyse de contenu du forum et du wiki du portail www.razgavory.com.

L'analyse du contenu du portail Internet démontre qu'il existe deux types de représentations véhiculées par les usagers du forum et du wiki. Le premier se rattache aux représentations thématiques. Trois thèmes ressortent davantage dans les discussions sur le forum et dans le wiki : les stratégies de recherche de logement (quand chercher? Comment chercher?), les quartiers montréalais (attraits, ambiance et mode de vie) et finalement la qualité même du logement à Montréal. Le deuxième type de représentations se rattache au territoire. Certains lieux sont conseillés, d'autres ne le sont pas surtout à cause de problèmes de cohabitation socio-économique ou interethnique et finalement certains lieux possèdent un statut ambigu (conseillés par certains, déconseillés par d'autres).

En conclusion, l'établissement résidentiel d'immigrants économiques russophones à Montréal se caractérise par une certaine dispersion géographique qui se voit autant dans les statistiques que dans l'analyse de discours. Les Russophones semblent davantage chercher un type de logement et un style de vie, qu'une localisation. Finalement, le forum et le wiki sont des outils riches permettant d'analyser les représentations du territoire, de l'espace montréalais et de la société.

Commentaire, par Nabila BACHIRI

Les trois présentations ont plusieurs points communs au niveau de l'étude et de l'interprétation des stratégies et des choix résidentiels. Un premier parallèle est la nostalgie qui est présente dans les trois analyses. La nostalgie de la ville d'antan ou du pays d'origine. Un deuxième parallèle est celui de la sécurité. Dans tous les cas, l'individu désire s'installer dans un endroit sécuritaire, soit au niveau du logement lui-même (matériaux de construction, structure), soit par rapport à l'insécurité du milieu extérieur.

Dans la présentation de Catherine Gingras, on voit clairement le maintien de l'attrait culturel pour la ville et la nostalgie pour la ville d'enfance qui donne envie de reproduire ailleurs cette ville. Par contre, la peur de ce qu'est devenue la ville pousse plusieurs individus à rechercher un

Eldorado ailleurs sur le territoire, ou même dans un autre pays, comme le démontre l'analyse d'Alexandra Guay-Charette. Les immigrants réfugiés ou demandeurs d'asile ont de grandes aspirations résidentielles envers leur pays d'adoption, aspirations souvent déçues. Pour ce qui est de la présentation de Myriam Richard, l'étude d'immigrants économiques pose d'autres questions, d'autres enjeux. La motivation derrière la décision d'immigrer et le statut socioéconomique de l'immigrant sont différents. Conséquemment, les choix résidentiels le seront également.

Il est intéressant de voir à quel point il est difficile de concevoir, théoriser et mesurer la satisfaction par rapport au logement, surtout si cette satisfaction est mise en parallèle avec l'autonomie financière.

Discussions

On comprend que la recherche de sécurité motive la plupart des choix résidentiels. Par contre, il faut faire une distinction entre la perception que l'on se fait de l'insécurité et la réalité. En d'autres mots, le danger perçu existe-t-il vraiment ou s'il s'agit d'une déconnexion entre le factuel et le perçu?

Catherine Gingras répond que plusieurs personnes interrogées vivant maintenant dans des complexes résidentiels fermés ont vécu des expériences de violence dans la ville. De plus, l'indice de crime est élevé à São Paulo. Il y a donc une réalité. Mais il est vrai que dans certaines communautés fermées on voit l'impact de l'imaginaire dans la promotion de ce type de lieu de résidence. Il s'agit de prévenir la violence avant qu'elle ne survienne. Myriam Richard, pour sa part, mentionne que les constructions imaginaires sont perceptibles dans le wiki qui offre des statistiques sur la violence et la criminalité dans les quartiers montréalais. Alexandra Guay-Charette complète en mentionnant que les individus qui ont vécu la violence dans leur pays d'origine veulent éviter d'en revivre, et cela passe par le choix éclairé d'un lieu de résidence dans un endroit jugé sécuritaire.

Une question est posée à Catherine par rapport aux services à domicile offerts dans les communautés fermées. Est-ce que ces services contribuent au repli des individus?

Catherine mentionne qu'elle n'a pas posé la question, mais qu'en étudiant les pratiques, il est possible de constater que le développement d'AlphaVille s'est accompagné d'un développement des services. Il faut nuancer les propos en mentionnant que les gens ne se replient pas à l'intérieur de leur communauté fermée, mais plutôt à l'intérieur de la région d'AlphaVille considérée comme une bulle.

Une question est posée à Alexandra à propos de la notion d'espace pour les immigrants.

La plupart des immigrants vivent entassés ou en collocation afin de diminuer l'impact du logement sur leur revenu et leurs ressources. L'espace n'est pas conceptualisé de la même manière selon les cultures. L'espace disponible n'est pas le premier élément d'insatisfaction des ménages. L'insatisfaction est surtout liée au prix ou à l'insalubrité du logement.

Il est intéressant de considérer l'évolution de la perception de l'espace chez les immigrants, mais le défi est de voir dans le long terme. Les données longitudinales sont dures à trouver.

Dans les trois cas, il existe un décalage entre les attentes et la réalité et entre les attentes lors de la décision et les moyens disponibles lors de la mise en œuvre. Les discours véhiculés donnent des détails sur les perceptions des individus.

Compte rendu de la séance 2 « Ville et participation »

Présidence :

Étudiante commentatrice : Pierre RONDIER, Université Laval

Julie BERGERON, Maîtrise, Université de Montréal

La contribution des regards citoyens dans le cadre d'une démarche de prospective paysagère en milieu périurbain

Au cours de ces recherches, Julie Bergeron s'est intéressée au regard citoyen sur le territoire périurbain, sur les valeurs sociales et culturelles entretenues par les résidents envers leur paysage et envers leur ville, sur leurs réactions face aux transformations locales et sur leurs représentations de leur ville. Afin de tracer un portrait clair et nuancé du regard citoyen, la chercheuse a fait dix entretiens auprès de citoyens de différents milieux socioéconomiques de la ville de Saint-Bruno, ville qui se démarque de ses voisines par ses caractéristiques naturelles, par sa dimension anthropique et par ses enjeux locaux.

Au niveau méthodologique, Julie a préconisé lors de ses entretiens la méthode du récit-parcours qui laisse une grande place à la mobilité des acteurs et à leur intuition. La méthode permet de constater les facteurs d'appréciation ou de dépréciation du paysage pour les acteurs. L'analyse des résultats des récits-parcours s'est faite en deux volets, d'abord l'analyse des parcours choisis par les acteurs (analyse cartographique et spatiale) et deuxièmement l'analyse des discours relatifs au territoire (codage des mots et des thèmes, grandes thématiques des discours). Toutes les informations recueillies ont été organisées en trois voies d'exploration. D'abord les regards sur la ville, sur son caractère matériel et immatériel, sur son organisation spatiale, sur son identité communautaire, etc.; ensuite, les cheminements et la mobilité dans la ville, l'attractivité du centre-ville par rapport aux quartiers centraux; finalement, les regards sur les lieux qui font ou ne font pas la ville, ceux qui frappent l'imaginaire (le centre villageois, le parc régional, etc.) et ceux qui passent inaperçus et qui sont, pour les résidents, non dignes de mention (les quartiers résidentiels neufs, les terres agricoles, les voies d'accès).

Pour conclure, les recherches menées dans les discours permettent de mettre en lumière certaines pistes de réflexion. D'abord, les discours sur le territoire démontrent la sensibilité de la population par rapport aux limites de la ville, à la fermeture et à la ségrégation sociale et spatiale qui se produit à Saint-Bruno et qui est considérée comme la négation de la ville. La population désire voir Saint-Bruno fonctionner davantage sur la base des solidarités urbaines. Dans un second temps, la population dénonce le fait que la transformation du territoire suit des logiques économiques qui limitent l'accès au paysage considéré comme un bien collectif. Finalement, les discours remettent en question le pouvoir de l'industrie immobilière qui, pour répondre à ses besoins, dénature le paysage, diminue l'attractivité de certains territoires et s'oppose aux visions, aux valeurs et aux identités locales des résidents. Conséquemment, Julie Bergeron constate que la fabrication de nouveaux paysages en banlieue implique un renouvellement des pratiques d'aménagement et de gestion du territoire et implique également un développement créatif et proactif qui intègre autant les résidents que les professionnels.

Geneviève REID, maîtrise, Université Laval

La participation collective à l'aménagement des villes informelles

Le quartier informel de Malika, en banlieue de Dakar, est au centre de plusieurs projets d'aménagement. Une première recherche menée en 2009 démontre que les résidents du quartier sont exclus des démarches d'élaboration des projets d'aménagement. Conséquemment, Geneviève a entrepris en 2010 un deuxième travail de terrain qui vise à démontrer comment un processus participatif de production d'un système d'informations géographiques (SIG) peut amener les citoyens à réfléchir à leurs représentations du quartier et ainsi favoriser une participation individuelle et collective à l'aménagement du quartier.

Pour ce faire, Geneviève a mené différents exercices individuels et collectifs : création de cartes collectives s'inspirant des cartes mentales des citoyens; marches avec les citoyens dans le quartier afin d'explorer plus spécifiquement les représentations du territoire, ainsi que les espaces de vie et les espaces vécus; et finalement, animation d'ateliers avec quatre groupes de cinq personnes (hommes entre 20 et 30 ans, femmes entre 20 et 30 ans, adolescents entre 14 et 20 ans et adolescentes entre 14 et 20 ans) afin de discuter de leurs cartes mentales et de leurs perceptions de leur milieu de vie. Ces exercices tirés de la recherche-action avaient pour but de faire émerger chez les participants une réflexion sur leur quartier. Pour constater cette évolution dans la conception et la perception de leur milieu de vie, Geneviève a utilisé deux concepts tirés de la psychologie : l'échelle de développement intellectuel et cognitif et le lieu de contrôle.

L'analyse des cartes mentales révèle que les jeunes hommes ont une vision plus détaillée et précise de leur quartier que les jeunes femmes dont les cartes représentent majoritairement des lieux domestiques. Les cartes possèdent également certaines similitudes, surtout dans la description de l'espace vécu. Tous les jeunes possèdent un fort sentiment d'appartenance à la communauté, tous sont sensibles à l'insécurité et au danger du quartier et finalement, ils partagent tous un désir de changement. L'analyse des entretiens individuels menés avant et

après les différents ateliers démontre l'évolution dans le désir d'engagement et dans l'appropriation du territoire. Plusieurs jeunes voyaient d'importantes limites à leur pouvoir d'engagement. Suite aux ateliers, tous les participants conçoivent l'importance du regroupement, de l'organisation et de la discussion collective. De plus, les individus se sentent davantage outillés afin de participer à l'aménagement de leur quartier.

En conclusion, les deux analyses faites montrent l'appropriation et l'élaboration de discours engageants. Les réflexions et les discours menés par les citoyens à propos de leur quartier en 2009 et en 2010 constituent une base sur laquelle une société civile peut se construire pour engager un dialogue avec l'État et avec les entrepreneurs privés désirant réhabiliter le quartier.

Marianne CARLE-MARSAN, maîtrise, Université du Québec à Montréal

En mouvement pour le droit du logement. L'expérience des femmes de l'occupation Manoel Congo, Rio de Janeiro, Brésil

Rio de Janeiro est une ville où l'accès au logement est un problème criant dans les périphéries au point que plusieurs mouvements socio-urbains pour le droit au logement décent, pour la justice spatiale, pour le droit à la ville et pour la réforme urbaine ont émergé au cours des dernières décennies. Ces mouvements occupent des bâtiments publics ou privés désaffectés pour dénoncer la situation. Ces mouvements sont principalement soutenus par des femmes, dont le statut est frappé d'une grande précarité. Dans ce contexte, Marianne s'est demandé en quoi les pratiques collectives des femmes dans l'occupation Manoel Congo permettent l'*empowerment* (l'autonomisation) et l'affirmation d'une citoyenneté locale?

La recherche de Marianne se base sur une observation participante et sur une série d'entretiens semi-dirigés. Au niveau des concepts, la notion d'*empowerment*, bien que critiqué, est utile ici car il permet d'étudier le processus visant à redonner un pouvoir sociopolitique et économique au plan individuel et collectif. Le concept de citoyenneté locale, quant à lui, réfère à une citoyenneté qui se rattache aux enjeux et pratiques quotidiennes, à la participation publique et sociale dans le but de réclamer des droits, entre autres le droit à la ville.

Marianne présente finalement les résultats préliminaires de ses recherches. D'abord, les femmes conservent un rôle et une place précaire dans la société et l'économie urbaine brésilienne. Plusieurs inégalités demeurent. Cela étant, elles doivent se mobiliser pour s'assurer l'obtention d'un lieu de vie décent. Les discours de ces femmes démontrent la forte signification que prend pour elles le logement comme lieu de vie qui leur est propre, comme garantie d'une vie meilleure, comme lieu sécuritaire et d'enracinement. Au niveau de l'*empowerment*, le mouvement d'occupation a permis à certaines femmes d'acquérir une meilleure confiance en elle, de faire face à leur mari, mais également de développer des stratégies de vie commune et un sentiment de victoire. Pour ces femmes, l'expérience de l'occupation s'accompagne de l'émergence d'une conscience envers leurs droits, d'une meilleure connaissance des enjeux locaux et urbains et de nouvelles habiletés citoyennes.

Commentaire – Pierre RONDIER

La participation citoyenne est quelque chose de complexe qui sous-entend beaucoup d'enjeux de différentes natures et qui s'accompagne souvent de mouvements de contestation et de remise en question de ce qui est établi. Cela dit, les trois présentations mentionnent la diversité des regards et la nécessité d'aller chercher une pluralité de point de vue relativement à une question ou un enjeu urbain afin d'améliorer la concertation. Par contre, la littérature montre que plus il y a de diversité, plus il y aura de conflits.

Deux questions ressortent donc de cette réflexion. D'abord, comment serait-il possible de limiter les effets de ce paradoxe entre pluralité, consensus et conflits lors d'exercices de participation citoyenne? Deuxièmement, quelles seraient les conditions gagnantes et perdantes de la participation publique considérant l'existence de deux démarches participatives, l'une ascendante – venant de la population désirant modifier leur milieu de vie – et l'autre descendante où les processus de planification sont le résultat de lois ou de décisions politiques?

Discussion

Julie Bergeron : Dans le cas de Saint-Bruno, les entretiens ont illustré que les citoyens sont très réactifs envers les autorités municipales, car ils ont le sentiment que celles-ci ne les intègrent pas au processus d'aménagement et qu'elles ne prennent pas en considération les valeurs et points de vue de la population. Les citoyens experts consultés semblaient porter un regard plus nuancé sur les projets d'aménagement parce qu'ils étaient davantage impliqués dans les démarches. Une plus grande écoute jumelée à une meilleure intégration de la masse silencieuse pourrait aider à limiter les conflits dans un processus de participation citoyenne.

Marianne Carle-Marsan : Le fait de travailler avec plusieurs acteurs possédant des visions diverses du territoire est un beau problème plutôt qu'un paradoxe. Dans le cas de l'occupation Manoel Congo, les assemblées rassemblent une population hétérogène (femmes, aînés, jeunes) qui travaille ensemble. C'est donc davantage le processus d'apprentissage de la participation citoyenne qui est important, tout comme l'apprentissage du processus d'élaboration d'enjeux et de problèmes collectifs.

Pierre Rondier rajoute qu'il est vrai que lorsque la participation citoyenne arrive en amont d'un projet, il semble qu'il y ait plus de chance que l'expérience soit constructive et qu'elle permette de raffiner les jeux de pouvoir entre les acteurs. Par contre, dans le cas où la participation arrive en aval, lorsqu'un projet est terminé, c'est là que l'on voit exploser les conflits.

Geneviève Reid : C'est ce que l'on voit à Dakar où la recherche a voulu favoriser une prise en charge ascendante. Il faut tout de même considérer l'importance de la construction de liens entre les différents acteurs suite à la consultation. Le chef de quartier possède ici un rôle important, celui de l'intermédiaire entre la voix du peuple et les structures plus formelles telles que la mairie. Il y a donc tout un processus d'apprentissage qui se fait, la construction d'un

pouvoir collectif qui s'appuie sur les traditions, mais qui permet tout de même de verbaliser des enjeux et les besoins.

Pour mener plus loin la réflexion, Pierre Rondier mentionne que la recherche-action participative est un processus de recherche différent qui est fortement ancré dans la pratique et dans la réflexion. Le va-et-vient entre le terrain et la théorie peut parfois mettre le chercheur dans une position inconfortable, mais il mène à des résultats riches et nuancés, voire même à la proposition de nouveaux cadres d'analyse. Par contre, il faut donner une validité externe aux propositions et réflexions résultant de la recherche-action participative. Comment rendre les méthodologies utilisées dans les études de cas présentées valides et représentatives? Quels seraient les critères permettant de transférer l'approche méthodologique développée à d'autres contextes? Pourquoi avoir choisi de faire une étude de cas unique plutôt qu'une comparaison?

Geneviève Reid : La recherche menée s'est faite auprès de jeunes d'âge et de sexe différents. Ainsi, on se détache quelque peu de l'étude de cas unique puisque l'on confronte la vision et les perceptions de groupes différents d'individus. De plus, les enjeux du quartier Malika se retrouvent dans d'autres villes informelles sujettes à des projets d'aménagement. Il se peut donc que la méthodologie développée dans l'étude de cas soit transférée dans d'autres études dont le cadre d'analyse est la ville informelle et la prise en charge du développement par les citoyens.

Pour Pierre Rondier, une démarche participative a fonctionné lorsqu'il y a eu négociation et que le conflit, s'il y a lieu, a été révélateur d'une évolution dans les discussions, les débats et les apprentissages. Cette réussite apporte donc une certaine validation aux processus et démarches appliqués.

Pour un intervenant de la salle, sauf dans le cas de Julie Bergeron sur Saint-Bruno où l'on voit clairement les conflits entre les citoyens et les instances officielles, il semble que le conflit est absent des deux autres études de cas. Est-ce que les chercheuses ont dû faire face à certains conflits ou à des points de rupture lors des processus de participation?

Marianne Carle-Marsan : Le principal conflit constaté lors des recherches se trouve au niveau domestique (espace privé) entre la femme et son mari. Ce conflit permet de voir un début de modification dans les relations de genre et dans les rapports de pouvoir. Il permet également à la femme de développer une nouvelle perception d'elle-même, plus autonome. Donc, le conflit domestique a été une manière d'aborder l'empowerment individuel étant donné que la confrontation avec le mari a permis aux femmes de prendre une place sur la scène publique.

Un intervenant de la salle ajoute que le travail de Marianne est original, car il a mis de l'avant le rôle des femmes dans une société comme celle du Brésil. Éventuellement, ce genre d'études permettra de montrer aux autorités publiques certains besoins spécifiques à ce groupe d'individus jusque-là négligé. De plus, outre le conflit entre la femme et son mari, il semble que le travail de recherche de Marianne met surtout de l'avant un conflit social plus important, celui opposant les habitants des favélas aux autorités publiques.

Compte rendu de la séance 3 « Ville et représentations »

Présidence : Claire POITRAS, INRS-UCS

Étudiante commentatrice : Marilena LIGORI, INRS-UCS

Impact de la métropolisation sur l'image de la ville : étude de cas de Québec et Lévis

Meriem BELHAJ MASSAOUD, maîtrise, Université Laval

L'étudiante s'est intéressée aux représentations de la ville étalée de Québec selon si on habite la rive-sud (Lévis) ou la rive-nord (Québec). Dans le cadre de son mémoire de maîtrise, elle a procédé à des entretiens semi-dirigés auprès de 18 répondants issus de la rive-sud ou de la rive-nord. Les répondants ont également dû classer 24 images associées au passé, au présent et au futur des deux villes. Les images devaient être classées selon six thèmes : paysage; transport; l'urbain; l'histoire; les activités ou l'architecture. Les résultats ont ensuite été croisés avec neuf variables qui influencent le plus les représentations. Dans cette présentation, une seule variable (la plus importante) a été considérée et il s'agit du lieu de résidence.

Il ressort donc de cette étude que le lieu de résidence influence la représentation socio-spatiale des individus. Ainsi, les répondants de la rive-sud semblent démontrer des pratiques territoriales beaucoup plus étendues que ceux de la rive-nord. Ces derniers ne vont que très rarement de l'autre côté de la rive et c'est probablement ce qui explique pourquoi ils la perçoivent généralement négativement. Ceux de la rive-sud associent Québec à un lieu d'activités sociales et culturelles. La dimension patrimoniale ou historique est également importante pour eux. Les répondants de la rive-nord semblent démontrer un plus grand attachement au centre-ville urbain tandis que ceux de la rive-sud ne semblent pas s'identifier à un territoire en particulier, leurs pratiques territoriales étant beaucoup plus éclatées que celles des habitants de la rive-nord.

En terminant, si les représentations de la ville au passé se centrent sur le patrimoine, les représentations de la ville future sont généralement optimistes, plus modernes, plus vertes et offrent plus de services améliorant ainsi la qualité de vie.

Divertissements et cohabitation sociale aux Champs-Élysées (1700-1828)

Véronique LAPORTE, Doctorat, Université du Québec à Montréal

Les Champs-Élysées sont aujourd'hui reconnus comme étant un symbole de la ville de Paris, mais ce n'est qu'au début du 17^e siècle qu'ils s'imposent dans le paysage parisien.

Dans le cadre de sa thèse de doctorat, Véronique Laporte s'est intéressée aux Champs-Élysées d'un point de vue historique (1700-1828) afin de mettre en lumière les stratégies utilisées par les autorités dans le but de diminuer l'achalandage et de dissuader les visiteurs indésirables de fréquenter les Champs-Élysées. Pour réaliser son analyse, la chercheuse a utilisé les archives du ministère des Affaires intérieures et celles du Directeur des bâtiments du roi, les deux principaux administrateurs du site au 18^e et au 19^e siècle.

Il faut d'abord comprendre qu'aux Champs-Élysées, à cette époque, on retrouve une cohabitation des pratiques, mais également une cohabitation sociale puisque l'espace est ouvert à tous, sans distinction. C'est d'ailleurs cette mixité sociale qui constitue le principal attrait de cet endroit. Véronique Laporte s'est concentrée sur trois activités : le jeu de bague, le jeu de

barres et les bals publics. Aux Champs-Élysées, les visiteurs sont diversifiés, mais ce sont les écoliers qui constituent une catégorie à part. Leur présence dégénère souvent en émeute. Ils sont turbulents et difficile à contrôler, surtout lorsqu'ils s'adonnent au jeu de barres.

Ainsi, par le biais des divertissements, la chercheuse démontre que les autorités parisiennes ne règlementent pas directement l'accès aux Champs-Élysées en imposant un prix d'entrée, par exemple, ou limitant l'accès aux écoliers ou à toute autre catégorie de personnes. Par contre, lorsqu'on s'attarde aux représentations, on s'aperçoit que les autorités ont plutôt recours à des stratégies pouvant limiter le désordre issu de la mixité sociale. À travers quelques exemples de divertissements, on peut ainsi voir que la préservation d'une cohabitation sociale harmonieuse représente un important défi pour les administrateurs publics.

Commentaire, par Marilena LIGORI, étudiante au doctorat en études urbaines, INRS-UCS

Les deux présentations nous offrent deux perspectives différentes sur la question des représentations, d'une part des résidents et d'autre part, des autorités. Elles permettent de saisir la construction discursive de la ville en étudiant le sens que donnent les résidents à leur environnement et à leurs pratiques socio-spatiales. Ces deux présentations sont d'autant plus d'actualité puisqu'elles s'inscrivent en continuité d'une publication récente intitulée « La ville, phénomène de représentations » sous la direction de Lucie K. Morisset et de Marie-Ève Breton qui nous invite à considérer les représentations de la ville (individuelle, sociale, collective, créative ou normative) comme une catégorie du savoir en soi.

Donc, aborder la ville comme étant un objet de représentation nous permet de recadrer les débats autour de la ville et de l'identité collective selon l'idée que la ville spatialise l'identité et qu'on peut tenter de cerner l'identité à travers les représentations sociales de l'espace.

Les présentations des deux étudiantes nous rappellent également que les représentations se font dans une dynamique temporelle, surtout si on considère que les symboles, qui deviennent emblématiques d'une ville (p.ex. : le Château Frontenac ou les Champs-Élysées), font souvent parti des discours officiels de marketing afin de promouvoir une ville et d'attirer les promoteurs et les touristes. Par contre, on peut se demander si les gens s'identifient vraiment à ces symboles ou si, comme Meriem Belhaj Messaoud l'a démontré, les gens s'identifient davantage aux symboles du quotidien.

Pour suivre la discussion sur l'évolution de la problématique des représentations sociales à travers le temps et comment certains acteurs tentent de changer ou d'orienter le narratif de la ville et donc de réfléchir aux intérêts qui sont servis en faisant ressortir un imaginaire qui devient dominant et aux liens qui peuvent exister et comment les gens construisent leur propre imaginaire de la ville.

Discussion

M. B. M. : L'imaginaire collectif ne fait pas partie des pratiques quotidiennes. Par exemple, les habitants de la banlieue et ceux de la campagne ne fréquentent que rarement le centre-ville de Québec, mais ils gardent une image positive du Château Frontenac. D'un autre côté, les projets auxquels ils aspirent est plutôt centré sur des choses qu'ils peuvent utiliser chaque jour, par exemple des pistes cyclables.

V. L. : À l'époque étudiée (1700-1828), les Champs-Élysées ne représentent pas encore un lieu mythique incontournable, ça va le devenir plus tard au 19^e siècle. Les représentations ne se modifient pas beaucoup durant cette période. Au niveau des pratiques sociales, la négociation est également utilisée par les autorités, par exemple en donnant des permis aux marchands. C'est d'ailleurs grâce aux autorités que les Champs-Élysées ont conservés leur vocation de promenade champêtre.

Q : Dans le cas de la Québec, vous avez présenté une image du futur colisée de Québec. Dans quelle mesure les répondants intègrent certains acteurs phare (p. ex. : le maire de Québec) dans leur choix ou dans leurs représentations futures ?

M. B. M. : Non, on ne sent pas du tout qu'ils y font référence

Q : Les fusions ont quand même marqué beaucoup les territoires dans la région de Québec. Est-ce que dans la représentation, les répondants ont englobés la ville agrandie (fusionnée)?

M. B. M. : La CMQ est perçue négativement. Les répondants ne connaissent pas du tout la CMQ, ils ne savent plus si leur ville en fait partie ou non.

Q : Comme vous utilisez les termes « ville », « campagne » et « banlieue » et que ces termes font référence à l'espace de vie, alors pourquoi ne pas avoir utilisé les termes « métropole » ou « région métropolitaine » afin donner davantage une connotation politico-administrative ? Peut-être que ça pourrait expliquer la méconnaissance ou le décalage des représentations ?

Compte rendu de la séance 4 « Ville et aménagement »

Présidence : Hélène BÉLANGER, UQAM

Étudiante commentatrice : Geneviève CLOUTIER, Université Laval

Raw Urbanism: The challenge of (re)building ageing hard infrastructure using locally-sourced materials in metropolitan Montreal

Heather BRAIDEN, doctorat, McGill University

Dans le cadre de sa thèse de doctorat, Heather Braidén s'est intéressée à l'origine des matériaux utilisés dans la construction des infrastructures urbaines de Montréal. Sa réflexion s'est amorcée alors, qu'en tant qu'architecte paysagiste, elle a été confrontée au fait que beaucoup de matériaux de construction, de nos jours, proviennent d'outre-mer alors que naturellement, le sous-sol contient de grandes quantités de ressources exploitables. Elle a également observé qu'à l'instar de plusieurs grandes villes (Amérique du nord et Europe), les grandes infrastructures de Montréal ont été construites à 85 % à partir de matériaux bruts extrait du sous-sol local.

La chercheuse a choisi de retourner dans le passé afin mieux comprendre comment ces grandes infrastructures ont été construites, à partir de quels matériaux et de quelle façon ils ont été extraits. À long terme, l'objectif de cette recherche est de voir si les coûts, non seulement économiques, mais également environnementaux, seraient moins élevés si on décidait de construire ou de rénover nos grandes infrastructures à partir de matériaux locaux.

Dans cette présentation, elle s'est plus spécifiquement attardée au cas du point Victoria, le premier à relier l'île de Montréal à la rive-sud du fleuve. Elle tente ainsi de démontrer que l'utilisation de matériaux locaux a facilité sa construction. À long terme elle souhaite approfondir d'autres cas de ce type, par exemple la construction du pont Jacques-Cartier ou celle du pont Champlain.

Urbanisme et mobilités durables dans la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau
Olivier ROY-BAILLARGEON, maîtrise, Université du Québec en Outaouais

Olivier Roy-Baillargeon débute sa communication en présentant la région d'Ottawa-Gatineau, une région métropolitaine qui a la particularité de s'étendre sur deux provinces et d'être également la région de la capitale nationale du pays. Il explique qu'il s'agit de deux villes voisines qui finalement, dû entre autre au contexte linguistique, communiquent peu entre elles et ce, malgré le fait qu'il existe une instance régionale, la Commission de la Capitale-Nationale. Cette situation tend toutefois à changer depuis quelques années; les décideurs publics ont davantage le souci de travailler ensemble et la notion de développement durable semble avoir fait son chemin dans la tête des élus locaux.

Dans cet exposé, Olivier Roy-Baillargeon nous présente six projets (ou exercices) de planification et d'aménagement du territoire dans cette région qui ont comme composante première la transformation des modes d'habiter et de se déplacer d'une manière plus durable. Ces projets ont en communs d'utiliser la consultation comme moyen pour parvenir à leurs fins.

- 1- Le système *Rapibus* de la Société de transport de l'Outaouais
- 2- Le projet de train léger sur rail de la Ville d'Ottawa
- 3- L'étude d'évaluation environnementale des liaisons interprovinciales
- 4- Le programme d'urbanisme de la Ville de Gatineau
- 5- L'initiative *Choisir notre avenir*
- 6- La stratégie interprovinciale de transport collectif.

L'étudiant émet l'hypothèse que la concertation favorise la durabilité, mais à la lumière de l'analyse de ces six projets et des entrevues réalisées, il constate un déficit de concertation interprovincial entre les deux grandes villes voisines. À Gatineau, la concertation, comme principe stratégique semble souvent difficile à mettre en œuvre. Il constate un manque de transparence de la part des pouvoirs publics dans l'information divulguée aux citoyens. Du côté d'Ottawa, le manque de communication se fait plutôt sentir entre les décideurs et les techniciens de la ville. La fonction publique ne semble faire qu'à sa tête. Il semble enfin y avoir de grandes dissensions entre les décideurs représentant les quartiers centraux et leurs homologues représentant des milieux ruraux.

On constate donc que ça ne fonctionne pas du tout de la même manière des deux côtés de la rivière des Outaouais, par contre, toutes les parties prenantes semblent s'entendre sur les bienfaits de la concertation en générale et de la concertation interprovinciale, même cela semble plus souvent qu'autrement difficile à mettre en œuvre.

La perception des artistes montréalais du Quartier des spectacles
Josianne POIRIER, maîtrise, INRS-UCS

Josianne Poirier nous présente ici les résultats de son étude portant sur le Quartier des spectacles à Montréal et sur la perception qu'en ont les artistes œuvrant sur différentes scènes, principalement en arts visuels et en musique.

Elle débute en expliquant que les études portant l'émergence de quartiers à vocation culturelle à travers le monde sont foisonnantes. On semble de plus en plus voir la culture comme une façon de revitaliser les quartiers centraux des villes. Par contre, on se rend compte que ces projets sont surtout étudiés sous l'angle économique (revenus et emplois) ou sous l'angle social (revitalisation urbaine), mais finalement, peu d'étude porte sur les répercussions sur le milieu culturel lui-même et sur les acteurs qui produisent cette culture.

L'étudiante se demande ainsi quelle est la perception des artistes montréalaise du Quartier des spectacles et quelle est la place des artistes eux-mêmes dans la mise en œuvre du projet ? À la lumière de ses entrevues, Josianne Poirier constate que même si, par définition, un quartier culturel devrait faire une place aux artistes eux-mêmes et les inclure dans ses fonctions propres, ce n'est pas exactement le cas ici à Montréal. Par exemple, lorsque le quartier est revitalisé, le prix du foncier augmente nécessairement ce qui n'est pas favorable aux artistes et les fait souvent fuir. Aussi, elle fait ressortir l'idée de l'instrumentalisation de la culture. Certes la culture peut divertir, mais elle peut également choquer ou déranger. Or, dans un contexte où l'on souhaite attirer les touristes et générer une certaine économie, nous sommes en droit de nous demander jusqu'à quel point les artistes d'un quartier culturel sont libres de leurs créations.

Les résultats de son analyse mettent en lumière l'absence de sentiment d'appartenance des artistes face au Quartier des spectacles. Ils n'ont pas l'impression d'être concernés par ce qui se passe dans ce quartier. Ils n'ont pas non plus l'impression d'être visés par le projet. D'un point de vue pratico-pratique, le Quartier des spectacles ne semble pas être un lieu de création idéal parce que trop achalandé. La présence d'artistes dans le quartier semble appartenir au passé. Les artistes vont jusqu'à trouver ironique qu'on leur demande de retourner dans un quartier alors qu'ils y étaient il y a à peine dix ans. Les pôles de création ont changé et le Quartier des spectacles devrait peut-être simplement assumer son rôle de diffuseur de la culture. Enfin, l'étudiante souligne la difficulté de cohabitation entre les différents usagers du quartier (résidents, créateurs, diffuseurs). La problématique du bruit a entre autre défrayé la manchette en 2011. Certains événements ont dû s'adapter afin d'accommoder les résidents du secteur. Or, si on ne peut pas faire de bruit dans le Quartier des spectacles, où peut-on en faire ?

En conclusion, Josianne Poirier nuance sa critique et indique que si, pour l'instant, les artistes ne se semblent pas trouver leur place dans le Quartier des spectacles, le projet est en pleine évolution et que des changements sont déjà, un an plus tard, perceptibles. Les organisations en charge de l'administration du projet sont déjà en train de mettre en œuvre des solutions pour impliquer davantage les artistes dans le projet.

Commentaire – Geneviève CLOUTIER, post doctorante au Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD) de l'Université Laval

Geneviève Cloutier souligne d'emblée que, transversalement, toutes les présentations s'intéressent beaucoup à la documentation des pratiques pour comprendre comment les

acteurs parviennent à se saisir des principes et à les mettre en pratique, notamment le développement durable ou bien la revitalisation par la culture.

Elle demande premièrement à Heather Braidon de mieux expliquer qu'est-ce que ça change concrètement qu'on se serve de matériaux qui ne sont pas extraits localement ? Elle lui demande également d'expliquer pourquoi elle s'intéresse plus particulièrement aux grandes infrastructures qui relient Montréal à la rive sud et plus principalement au pont Victoria. D'un point de vue comparatif, serait-il également intéressant de se pencher sur le cas des infrastructures reliant Montréal à la rive nord ?

Heather Braidon explique qu'il est difficile, pour l'instant, de connaître les répercussions de l'utilisation de matériaux provenant de l'étranger. On ne sait pas encore combien d'année ces matériaux peuvent durer. Il y a des études qui se font présentement, mais nous n'avons pas encore de réponse. Elle explique également que son intérêt pour les infrastructures reliant Montréal à la rive sud vient du fait que la construction du pont Victoria, le premier pont reliant la rive sud, a été très documenté et que les matériaux sont presque exclusivement locaux. Il y a beaucoup d'informations sur la construction de ce pont.

Geneviève Cloutier demande ensuite à Olivier Roy-Baillargeon s'il croit que c'est le temps qui va changer les choses dans la tête des acteurs ou bien si c'est plutôt la mise en application des projets qui va finir par favoriser le développement durable. En fait, elle souhaite savoir si ce sont les principes qui sont intégrés ou si c'est quand on passe à l'action que les choses changent ?

À cela, Olivier Roy-Baillargeon répond qu'il a choisi d'utiliser le terme « développement durable », mais sans jamais en parler concrètement. Il a préféré poser son regard sur des projets et des exercices de planification, mais il n'est pas en mesure de dire si ces projets sont « durables » ou non puisque ce sont justement des projets. C'est donc pourquoi il aborde la question de la durabilité par le biais de la concertation.

Enfin, Geneviève Cloutier demande à Josianne Poirier ce qui ressort de ses entretiens qui pourrait nous dire les chemins que les artistes pourraient emprunter pour s'approprier le projet de Quartier des spectacles.

Josianne Poirier répond qu'effectivement, les artistes ne se posent pas en victime parce que la plupart des gens interviewés n'avaient même jamais réfléchi au quartier des spectacles comme tel. Elle explique que par exemple, lorsque les artistes ont été évincés du 10 Ontario Est, ils se sont organisés autrement et ailleurs. Il faut aussi faire une distinction entre ce qu'on entend par « art » et « artiste ». Les administrateurs du quartier des spectacles privilégient un certain type d'art qui, selon Josianne Poirier, s'apparente plus au divertissement qu'à l'art comme tel.

Propos recueillis et mis en forme par Annie-Claude Labrecque et Valérie Vincent